



le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

sommaire



Page 3 :

RHODESIE : UN REGIME RACISTE QUI VA VERS LA DEFAITE

Page 5 :

EN BREF...

-SENEGAL : L'INVASION DES RATS

-CONGO : A BAS LA REPRESSION !

Page 6 :

LA GUERRE CIVILE AU LIBAN

Page 8 :

EN ARGENTINE, LES MILITAIRES DE NOUVEAU AU POUVOIR



prix: 1 Franc

N° : 37 — 29 mars 1976

LORSQUE

SENGHOR

JOUE A LA

DEMOCRATIE

Senghor a déclaré que désormais trois courants de pensée peuvent valablement s'exprimer au Sénégal. Selon lui, ces trois courants sont : le courant libéral et démocratique, le courant socialiste, et enfin communiste ou marxiste-léniniste. Il y aura donc désormais trois partis au Sénégal. Quelle démocratie, clament les partisans de Senghor !

Il est vrai qu'en Afrique, le Sénégal est un des rares pays où l'on parle, ne serait-ce que verbalement, de démocratie et où existent plusieurs partis.

Mais si Senghor permet à la bourgeoisie sénégalaise d'avoir l'air de posséder un régime parlementaire à l'occidentale ; s'il fait en même temps un geste politique vers les pays occidentaux, les mœurs politiques du pays ne sont en rien changées. C'est Senghor qui continue de décider de tout -y compris de qui a le droit d'être oppositionnel et en quoi-.

D'ailleurs, pendant que d'un côté Senghor fait de beaux discours sur la démocratie, d'un autre côté il fait emprisonner et bastonner des militants d'extrême gauche soupçonnés d'être membres de Xarebi. Et il ne fait même pas de cadeau à des organisations de gauche plus modérées. Le PAI reste interdit.

Alors, les milieux politiques sénégalais, Senghor en tête, singent le parlementarisme bourgeois des pays occidentaux. Ils le font parce qu'ils ne se sentent pas menacés. Mais dès qu'ils se sentiront menacés, ils oublieront le cinéma démocratique, pour brandir haut la rique contre toutes formes d'opposition, même celle qui est légalisée aujourd'hui.

* * *

RHODESIE:

UN REGIME RACISTE QUI VA VERS LA DEFAITE

Plus que jamais le régime infernal de la Rhodésie est isolé. Le Mozambique a fermé ses frontières avec ce pays. A l'intérieur les mouvements nationalistes intensifient leur lutte contre ce régime. En effet la Rhodésie était une colonie britannique depuis des siècles jusqu' en novembre 1965. Le colonialisme anglais avait décidé à cette époque de décoloniser certaines de ses colonies, y compris la Rhodésie.

Le projet de l'impérialisme britannique était simplement de procéder de la même manière que le colonialisme français vis-à-vis de ses colonies. Il voulait mettre un gouvernement fantoche africain en Rhodésie.

Seulement en Rhodésie plus de 200 000 blancs privilégiés dominaient cinq millions d'Africains. Pour garder leurs privilèges, les blancs de la Rhodésie ont proclamé unilatéralement l'indépendance de ce pays au détriment de ces cinq millions d'Africains.

Depuis cette époque la minorité de blancs de ce pays mène une dictature féroce contre la population africaine de la Rhodésie. Et cette situation est en train de changer.

En effet, le rapport de forces a changé en Afrique Australe. Depuis 1965 le régime de discrimination de la Rhodésie était soutenu à la fois par le colonialisme portugais qui dominait l'Angola et le Mozambique et par le régime raciste d'Afrique de Sud.

Maintenant que le colonialisme portugais est chassé de l'Angola et du Mozambique, l'attitude de l'Afrique du Sud a changé vis-à-vis du régime d'Ian Smith en Rhodésie. Ce régime n'a plus le soutien qu'il avait auparavant. Le régime de Ian Smith est condamné, son effondrement n'est pas loin.

Tous les opprimés africains ne pourront que se réjouir de cette situation. Il est injuste qu'une petite minorité de blancs domine tout un peuple de cinq millions d'hommes, dans son propre pays. La majorité des Africains de Rhodésie n'ont même pas le droit de vote, ni le droit de s'organiser. La répression est quotidienne. L'assassinat et l'emprisonnement sont fréquents.

Il est certain que maintenant la fin du régime est proche. D'autant plus que l'indépendance du Mozambique et de l'Angola, c'est-à-dire l'effondrement du colonialisme portugais, est un encouragement pour le peuple de la Rhodésie.

Cela dit, ceux qui postulent à l'héritage de Ian Smith au nom de la majorité africaine, ce sont les Senghor, les Houphouët-Boigny ou au meilleur des cas, les Sekou Touré rhodésiens. Travailleurs du Sénégal, de la Côte d'Ivoire ou de la Guinée, nous sommes bien placés pour savoir que l'indépendance et la liberté telles que ces hommes l'envisagent et la réalisent ne sont pas les mêmes que celles auxquelles nous aspirons.

La fin des privilèges des "petits blancs" signifiera pour les ouvriers et pour les paysans pauvres rhodésiens la fin d'une oppression. Il restera à mettre fin à la source de tant d'autres oppressions : à l'exploitation capitaliste et au pouvoir des riches et des notables, quelle que soit la couleur de leur peau.

* * *

EN BREF...

SENEGAL : invasion des rats

Le gouvernement de Senghor vient de reconnaître que l'invasion des rats dans la campagne fait d'énormes dégâts. Il annonce qu'une superficie de 315 000 hectares sont touchés par ce fléau.

Loin d'y remédier immédiatement, le gouvernement minimise ce fléau. Les premières victimes sont bien sûr les paysans pauvres. Déjà périodiquement cette couche de la population exploitée doit affronter les dégâts causés sur les récoltes par l'invasion des sauterelles. Mais cette fois-ci, les dommages que peuvent faire ces rongeurs sont énormes. D'autant plus que les paysans pauvres viennent de sortir d'une longue période de sécheresse. Et ceux qui vont subir les conséquences sont ces mêmes paysans.

Alors, au lieu de se lamenter ou de dire que c'est un cataclysme naturel, l'Etat du Sénégal peut faire au moins ce qui est à sa portée. Les moyens de lutter contre ces rongeurs existent. Encore faut-il que cet Etat les mette à la disposition des paysans pauvres.

CONGO : à bas la repression !

A la suite d'une journée de grève générale organisée au Congo le 23 mars dernier, N'Gouabi a fait arrêter un certain nombre de dirigeants syndicaux. Ceux dont l'arrestation a été officiellement rendue publique, sont Anatole Khondo, le secrétaire général du syndicat ; Charles Madzou, secrétaire adjoint ; Ekombo Elombé, secrétaire permanent. Ils ont été accusés d'avoir été les meneurs de la grève.

Sans doute, ceux qui viennent d'être arrêtés ont accepté jusqu'à présent d'être associés à la politique de celui qui vient de les faire arrêter. Ils ont accepté d'être parmi les dignitaires du régime, puisqu'ils étaient tous membres du Comité Central du parti unique Parti Congolais du Travail. Mais ce n'est pas seulement leur personne qui est en cause.

En les arrêtant, N'Gouabi affirme de nouveau clairement qu'il n'accepte aucun écart de la part des dirigeants syndicaux. Il réaffirme que dans son régime, les syndicats font partie des institutions officielles et qu'il n'est pas question qu'ils s'opposent à la direction de l'Etat.

N'Gouabi entoure sa dictature de tout un décorum qui se veut révolutionnaire. Au point d'avoir fait de l'Internationale le chant officiel du régime, et de parler du marxisme à tout bout de champ.

Mais comme tous les autres dictateurs d'Afrique, il est contre le droit de la classe ouvrière de s'organiser de manière indépendante, à défendre ses propres intérêts, ne serait-ce que ses intérêts économiques par l'intermédiaire d'organisations syndicales non inféodées à l'Etat.

LA GUERRE CIVILE AU LIBAN

Depuis près d'un an, une véritable guerre civile se déroule au Liban. Une guerre civile qui, au travers d'une succession de flambées d'affrontements et de trêves précaires, ne cesse de s'aggraver.

Il y a quelques années encore, le Liban était cité comme le seul pays de paix, le seul pays à régime démocratique dans un Moyen-Orient déchiré. Certains comparaient sa place à celle de la Suisse en Europe.

D'autant que le Liban était la principale place financière du Moyen-Orient : une partie importante des richesses des émirs des pays producteurs de pétrole transitait par ses banques.

Mais la réalité libanaise était moins idyllique que l'image qu'on lui faisait. Si les affaires de la bourgeoisie libanaise étaient florissantes, il n'en était pas de même de la majorité de la population, guère moins démunie que dans les pays voisins.

Derrière certaines formes de la démocratie bourgeoise - existence de plusieurs partis, d'une certaine forme de parlementarisme -, le régime politique était un savant équilibre d'une part entre un certain nombre de chefs de clans, propriétaires terriens ou grands bourgeois qui monopolisaient la vie politique ; d'autre part, entre chrétiens et musulmans. Equilibre favorable à la minorité chrétienne maronite dont était issue la plus grande partie de la bourgeoisie libanaise. C'est cette minorité qui dispose de la présidence de la république, de la majorité des sièges au Parlement ; c'est elle encore qui a la haute main sur les sommets de l'appareil d'Etat, de l'armée en particulier.

Ce qui a remis en cause, au début, cette stabilité, c'était d'une part le sentiment croissant d'injustice de la majorité musulmane d'être sous-représentée dans le système politique et d'autre part la présence des camps palestiniens. Les milices palestiniennes armées étaient un encouragement pour les masses opprimées libanaises de s'organiser, de se renforcer et éventuellement de s'armer.

Donc, parallèlement au renforcement de la présence palestinienne, on a assisté au renforcement des formations qui se réclamaient de la Gauche et du progrès et qui s'appuyaient pour l'essentiel sur des musulmans.

Or il existe au Liban une organisation d'extrême droite fascisante, la "Phalange". Et la "Phalange" a utilisé la crainte de la minorité chrétienne face à la montée du "Front progressiste musulman", de perdre ses privilèges, pour se renforcer, pour s'organiser et pour s'armer.

Le thème central de la démagogie de la Phalange a été de chasser les Palestiniens du pays. Mais au-delà de cet objectif, ce que visait la Phalange, c'était briser les organisations de gauche et établir une dictature de droite permettant la bonne marche des affaires pour le compte de la bourgeoisie libanaise tant chrétienne que musulmane.

La Phalange a déclenché l'attaque en pensant emporter une victoire facile par l'utilisation massive d'armes modernes. Mais, chose imprévue par elle, elle n'a pas réussi à l'emporter car elle s'est trouvée face à une mobilisation générale.

Les Palestiniens et les organisations de la gauche libanaise que la Phalange voulait écraser, ont trouvé un large soutien populaire. Des milices mises en place par les formations de gauche ont vu leurs effectifs se gonfler. La crainte d'une dictature de droite, la crainte aussi d'une oppression religieuse renforcée mélangées à une confuse aspiration à une plus grande justice et à une plus grande liberté, ont poussé de larges masses populaires à se mobiliser derrière le "Front progressiste" constitué par diverses organisations de gauche ou libérales, pour l'essentiel musulmanes.

Non seulement la Phalange ne l'a pas emporté, mais elle est sur la défensive. Et surtout, l'appareil d'état, lui-même miné par l'opposition entre chrétiens et musulmans, est incapable de rétablir l'ordre et de désarmer les multiples milices qui se sont constituées et qui se sont donné un armement important.

C'est la réaction des masses déshéritées, face à la Phalange, qui a empêché cette dernière d'imposer sa loi au Liban. Seulement, tous les travailleurs, tous les paysans pauvres qui se sentent concernés par la menace phalangiste, se sont mobilisés derrière des organisations qui ne leur donnent aucune perspective politique propre.

Les objectifs du "Front progressiste" ne visent même pas au renversement du régime confessionnel en place, mais à un aménagement de celui-ci, un peu plus favorable aux musulmans. Un tel compromis sera peut-être trouvé. Peut-être pas ; et alors le Liban s'achemine vers l'éclatement entre ses régions à majorité musulmane et ses régions à majorité chrétienne. Aucune de ces issues n'apporte rien de satisfaisant pour les masses déshéritées qui se sont mobilisées derrière le Front progressiste.

Les masses exploitées et opprimées ne peuvent espérer changer leur sort sans être prêtes à se battre, sans être organisées pour le faire. Mais ce qui se passe au Liban rappelle une fois de plus que ce combat ne peut aboutir que si les exploités s'organisent sur la base d'une politique qui représente leurs intérêts.

Une telle politique existe. Elle viserait à renverser la toute puissance des seigneurs terriens et des chefs de clan, à l'exercice du pouvoir politique et au contrôle de l'activité économique par la classe ouvrière et par les paysans pauvres. Elle chercherait à unir, par delà les frontières, les classes exploitées du Moyen-Orient.

Faute d'une telle perspective propre, quelle que soit l'issue des combats actuellement en cours, les masses exploitées qui fournissent l'essentiel des combattants, risquent de se retrouver dans une impasse.

EN ARGENTINE

LES MILITAIRES

DE NOUVEAU AU POUVOIR

Le 23 Mars, une junte militaire a renversé le gouvernement d'Isabel Peron en Argentine. Le nouveau gouvernement militaire a procédé déjà à l'interdiction de cinq organisations d'extrême-gauche, dont deux sont trotskystes. Et même les organisations politiques et syndicales sont obligées de suspendre leur existence officielle. Un certain nombre de dirigeants des syndicats péronistes officiels ont été arrêtés. Selon les dernières informations officielles, il apparaît que des centaines de personnes, des militants syndicaux et politiques, sont en état d'arrestation.

En prenant directement le pouvoir, l'armée argentine pense pouvoir remédier, au moins momentanément, à la longue crise politique de la bourgeoisie argentine. Cela fait de longues années que la bourgeoisie argentine ne parvient pas à se donner un régime politique stable. De courtes périodes de pouvoir civil atternaient avec des régimes militaires. Une des principales raisons de cette instabilité est l'incapacité de la bourgeoisie ou de domestiquer la classe ouvrière argentine ou de la briser.

La bourgeoisie argentine avait quelque raison de craindre qu'il ne lui soit pas facile de briser la classe ouvrière argentine, une des plus puissantes d'Amérique Latine. Aussi avait-elle choisi de la mettre au pas pacifiquement par la tromperie, en faisant appel à un ancien chef d'Etat démagogue, Peron, vivant en exil, qui avait une grande influence sur l'organisation syndicale argentine.

Peron est cependant mort peu après son retour de l'exil. C'est sa femme qui lui succéda.

Durant les deux ans pendant lesquels Isabel Peron était à la tête de l'Etat, elle n'a pas été à la hauteur de la tâche que lui demandait la bourgeoisie argentine. La classe ouvrière n'a pas baissé la tête malgré la présence des ministères péronistes au gouvernement. En plus la crise économique qui sévit dans le pays a entraîné la dégradation du niveau de vie de la population laborieuse. En un an l'inflation a atteint plus de 400 % et pendant la même période le pouvoir d'achat de la population a diminué environ de 50 %.

Ainsi, la situation actuelle est telle qu'un profond mécontentement se manifeste dans le pays. Situation qui favorise le développement des organisations d'opposition, en particulier l'aile gauche du mouvement péroniste. Les "montoneros" (péronistes de gauche) et les guerilleros de l'ERP (armée révolutionnaire du peuple) entreprennent une série de guérillas urbaines, tant à Buenos Aires que dans les autres villes industrielles. Les travailleurs manifestent leur mécontentement par une série de grèves, ils échappent au contrôle des syndicats officiels. Il y avait un vide du pouvoir.

L'armée vient d'y mettre fin. Tentera-t-elle de mettre au pas la classe ouvrière par la force ? Dans une certaine mesure, elle l'a commencé. Mais elle n'a pas encore usé toutes les méthodes pour briser la résistance des travailleurs à la manière de Pinochet au Chili. Elle n'est pas sûre de remporter une épreuve de force décisive contre la classe ouvrière. La riposte à celle-ci risque d'être très dangereuse pour l'ensemble de la bourgeoisie argentine.

Pour le moment, les militaires agissent d'une manière prudente tout en serrant la vis, tout en s'attaquant à des dirigeants syndicaux comme aux organisations révolutionnaires.

Mais pour l'instant le prolétariat argentin n'a pas dit son dernier mot.

* * *

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917 ; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux ; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétiennes, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes la patience et l'acomodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples ; pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours même de cette lutte, les organes du pouvoir démocratiques des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.